



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

**VENDREDI 30 JUIN 2023**

L'an deux mille vingt trois, le trente juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

KERLAN Frédéric

### **Excusés**

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)  
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)  
LIEGEOIS Hervé (pouvoir à SERGENT André)

### **Absents**

JÉZÉQUEL Marc, THOMIN Mélanie

Conseil de Communauté du 30 juin 2023  
Délibération n°DCC2023\_082

<b>Objet</b>	<b>Modification de la délégation de compétences accordée au président</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Pôle services à la population
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Le président indique à l'assemblée que l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales donne la possibilité au conseil de communauté de déléguer une partie de ses attributions au président, aux vice-présidents ayant reçu délégation ou au Bureau dans son ensemble. Cette faculté est toutefois ouverte à l'exception :

- du vote du budget de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 du Code général des collectivités territoriales,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Les attributions au président sont exercées en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci par le premier vice-président et en cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, par le second vice-président, et ainsi de suite.

Pour rappel, lors de chaque réunion du conseil de communauté, il appartient au président de rendre compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du conseil de communauté.

Lors du renouvellement de la mandature, une première délibération n° DCC2020\_065 a été actée par le conseil de communauté du 17 juillet 2020.

Une seconde délibération n°DCC2021\_156 modifiant cette première délibération notamment pour mieux préciser les conditions d'exercice du droit de préemption urbain dans le cadre de la délégation de compétences donnée au président a été votée lors du conseil de communauté du 26 novembre 2021

La Communauté accueille parfois sur son territoire des grands rassemblements des gens du voyage. Dans ce cadre, une convention est conclue afin de permettre à la collectivité de percevoir les recettes liées notamment à l'occupation de terrains appartenant à la collectivité, aux dépenses engagées en matière de raccordement aux réseaux et de collecte des ordures ménagères. Les recettes sont encaissées par la régie « aires d'accueil des gens du voyage ».

Il est proposé que le conseil de Communauté délègue au président la faculté de signer les conventions avec les représentants des gens du voyage.

Considérant les sommes importantes qui peuvent être encaissées à certaines périodes de l'année (saison estivale, sessions d'inscription, d'abonnement ,,,)

Considérant que les dépôts sur le compte DFT en attente de virement vers le SGC sont comptabilisés dans l'encaisse et que son relèvement serait de nature à donner davantage de souplesse dans la périodicité des versements.

Il y a lieu de modifier à nouveau les délégations accordées au président pour l'établissement et le fonctionnement des régies en relevant à 50 000 € l'encaisse qui est plafonnée aujourd'hui à 15 000 € pour l'ensemble des régies.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-9 alinéa 9

Vu la délibération DCC2020\_065 du conseil de communauté en date du 17 juillet 2020 précisant les attributions déléguées au président,

Vu la délibération DCC2021\_156 modifiant les délégations de compétence au président pour mieux préciser les conditions d'exercice du droit de préemption urbain en particulier

Vu la nécessité de faire évoluer le fonctionnement et la gestion des régies comptables

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 16 juin 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 mai 2023

## **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

### **Article unique :**

**donne délégation au président afin :**

- **d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté utilisées par les services publics communautaires ;**
- **de procéder, dans la limite de l'inscription budgétaire annuelle :**
  - **à la réalisation de tous types d'emprunts destinés au financement des investissements,**
  - **aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c de ce même article,**
  - **de passer à cet effet les actes nécessaires ;**
- **de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses ;**
- **de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;**
- **de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et jusqu'à 90 000 € HT ;**
- **de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services dans la limite de 50 000 € d'encaisse ;**
- **d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;**
- **de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;**
- **de fixer :**
  - **les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;**
  - **le montant des offres de la Communauté à notifier aux expropriés dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines) et de répondre à leurs demandes ;**

- le prix de vente des terrains sur les zones d'activités gérées par la Communauté et signer les actes à cet effet dans la limite de l'estimation des services fiscaux (Domaines) et de 500 000 €, dans le cadre des tarifs votés par le conseil de communauté ;
- de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de trois millions d'euros par année civile ;
- d'intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle dans la limite de 15 000 € ;
- de prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Communauté ;
- d'autoriser, au nom de la Communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- d'accorder aux élus communautaires les mandats spéciaux pour représenter la Communauté hors du territoire du Finistère, étant précisé que les frais nécessités par l'exécution desdits mandats spéciaux seront remboursés en fonction des frais réellement payés, sur présentation des pièces justificatives.
- d'exercer le droit de préemption urbain (L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme) dont la Communauté est titulaire et le déléguer, selon les dispositions du L.5211-9 alinéa 9 du code général des collectivités territoriales, aux communes membres de l'EPCI, à l'Établissement Public Foncier de Bretagne et à un concessionnaire dans le cadre d'une opération d'aménagement ;
- de conclure, avec les représentants des gens du voyage, des conventions fixant les conditions matérielles et financières de leur installation lors des grands rassemblements.